

Geneviève Azam : « Ce virus illustre la fin d'un monde »

La crise du coronavirus montre les limites de la mondialisation. Mais selon l'économiste Geneviève Azam, aucune solution ne sera efficace sans une remise en question globale.

Cet article est en accès libre. Politis ne vit que par ses lecteurs, en kiosque, sur abonnement papier et internet, c'est la seule garantie d'une information véritablement indépendante. Pour rester fidèle à ses valeurs, votre journal a fait le choix de ne pas prendre de publicité sur son site internet. [Ce choix a un coût](#), aussi, pour contribuer et soutenir notre indépendance, [achetez Politis, abonnez-vous](#).

Une épidémie aura donc eu plus d'écho que le discours altermondialiste, martelé depuis plusieurs décennies. La mondialisation est enrayée et le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, prône désormais la relocalisation des chaînes de production stratégiques, dont certaines ont été délocalisées il y a seulement quelques années. Selon Geneviève Azam, également militante chez Attac et chroniqueuse pour *Politis*, ces quelques annonces ne suffisent pas. Si le monde est malade du néolibéralisme, il l'est surtout de son rapport au vivant, trop souvent négligé au profit... du profit.

Quelle radiographie le Covid-19 fait-il de la mondialisation ?

Geneviève Azam : On voit l'effondrement des bourses, les difficultés des entreprises, qui pointent les problèmes de la mondialisation et de la dépendance. C'est le symptôme d'une organisation du monde qui peut favoriser la prolifération de ce type d'événement et en faire un événement global et incontrôlable. Cela fait quarante ans que nous sommes sous un régime de globalisation économique absolument forcené avec l'intensification des échanges lointains, de la concurrence et des délocalisations. Un chiffre qu'on a donné est très parlant : 80 % des principes actifs des médicaments sont importés de Chine et d'Inde, contre 20 % il y a trente ans. On entend aujourd'hui qu'il s'agit d'engager une sorte de protectionnisme sanitaire et de relocaliser. Cependant, ce qui est en jeu, c'est bien sûr la globalisation, la délocalisation d'industries polluantes (on le dit peu), mais aussi la modification de notre rapport à la santé. Si on a pu autant délocaliser, c'est parce qu'on a simplifié les besoins de santé, les besoins sanitaires, réduits à un capital santé et à la production de quelques molécules par l'industrie chimique. Au nom d'une vision économique et industrielle, on a simplifié ce qu'est la santé des populations et détruit les barrières biologiques présentes dans la nature.

Plus qu'un nouvel ordre économique, le coronavirus permettrait donc de mettre l'humain au centre des préoccupations ?

Le Covid-19, une maladie aussi économique

- La baisse des exportations mondiales se chiffrerait à hauteur de 320 milliards de dollars de biens et de services en un trimestre, selon l'assureur Euler Hermès. C'est environ ce qu'avait coûté en un an la guerre commerciale sino-américaine.

- 350 000 conteneurs ont été retirés du marché selon l'International Chamber of Shipping, alors que la Commission européenne indique que les départs de conteneurs depuis la Chine ont été réduits de moitié ces quatre dernières semaines. Mardi 10 mars, une reprise « encadrée et limitée » du trafic reprenait toutefois en Chine.
- Dans le transport aérien, Air France enregistre une baisse de 7 % de son activité, et les réservations sur les lignes du groupe ont chuté de 70 %. Selon *Le Monde*, une note d'information envoyée aux salariés les inviterait à « *prendre des congés sans solde ou à anticiper leurs vacances* ».
- En Chine, les particules fines dans l'air ont diminué de 20 à 30 % au mois de février par rapport aux trois dernières années. Une fois l'épidémie maîtrisée, une reprise de l'activité accrue pourrait toutefois annuler cette amélioration.
- Après une baisse de la demande pétrolière de la Chine, l'entente des producteurs de pétrole volait en éclats et le prix du baril s'effondrait ce lundi 9 mars, passant sous la barre des 30 dollars, avant de rebondir. Combiné à la poursuite de l'épidémie, le phénomène entraînait une dégringolade des indices boursiers d'environ 7 % en moyenne. Pour la première fois depuis 2008, un coupe-circuit, gelant les échanges quelques minutes, a même été déclenché à Wall Street.
- Tous les secteurs ne sont néanmoins pas perdants. Dans certains pays comme la France, l'Allemagne et surtout l'Italie, la consommation des produits de première nécessité a explosé tout comme le e-commerce.

Pas seulement l'humain, le vivant ! On se rend compte de notre vulnérabilité et de la nécessité de barrières protectrices. Mais lesquelles ? Des barrières protectrices face à l'expansionnisme capitaliste, à sa conquête violente du vivant et pas seulement des droits de douane sur tel ou tel produit. Les virus passent les frontières. Il faut donc revenir à l'idée que nous sommes pris dans un tissu complexe de vivants. Et si nous fracturons ce tissu pour se l'approprier, nous nous exposons à ces menaces. On dit que le coronavirus est transmis aux humains par la faune sauvage. Or nous avons massivement détruit les habitats du monde sauvage, nous avons anthropisé la Terre. L'humain est partout, si bien que les barrières biologiques avec le monde sauvage sont rompues. Cela accroît les potentialités de ce type de virus.

S'arrêter à un questionnement purement économique occulterait donc les aspects écologiques nécessaires pour résoudre cette crise ?

Je suis bien sûr convaincue de la nécessité d'une relocalisation et d'une reterritorialisation des activités. Mais comment et lesquelles ? C'est une question politique. Par ailleurs, qu'est-ce que la santé quand les résistances immunitaires des humains sont dramatiquement diminuées avec les perturbateurs endocriniens, la consommation à outrance d'antibiotiques, une alimentation industrielle polluée et appauvrie, avec les perturbations climatiques et une vie rivée à des écrans ?

Pourtant, l'actuelle remise en cause du système a du mal à dépasser l'aspect économique...

Oui parce qu'il y a des intérêts très forts et un formatage de la pensée. Avec des effondrements boursiers, des problèmes d'emploi, la difficulté d'organiser une production globalisée, où des pénuries à certains endroits bloquent toute la chaîne de production, devient évidente. En se globalisant le système s'est aussi fragilisé. D'où la panique des puissants.

Qu'est-ce que cette crise peut ouvrir comme perspective ?

Espérons que nous allons en tirer les leçons. J'en doute du côté des institutions actuelles. L'Union européenne vient de signer un accord de libre-échange avec le Vietnam. La Chine est devenue plus chère, il y a donc encore la possibilité de délocaliser dans des pays plus « compétitifs ». Il faudrait donc remettre sur la table tous les accords de libre-échange négociés avec l'Asie, l'Afrique ou l'Amérique. Mais relocaliser, encore une fois, pas pour faire la même chose et de la même manière. De nombreuses expériences et résistances de base ouvrent dès à présent des voies en ce sens. C'est la reconstruction de milieux de vie, la communalisation de l'eau, des semences, de la terre, c'est le soin apporté au vivant, humain et autre qu'humain.

Bruno Le Maire parle de réguler, de relocaliser les secteurs stratégiques et dit qu'il y aura un avant et un après cette épidémie sur l'organisation de l'économie. Cela ne témoigne-t-il pas d'une prise de conscience ?

Oui, il parle. Quelle relocalisation ? Trump aussi « relocalise ». Mais s'il s'agit de faire du Trump, bon... On aura des relocalisations compétitives et nationalistes sans répondre aux défis terribles qu'on a devant nous. Un exemple, ce sont les terres rares (1). La plupart des terres rares exploitées sont situées en Chine. Si nous voulons relocaliser, nous le pouvons car il y a des terres rares dans la Méditerranée. Quelle est la solution ? Aller les chercher dans la Méditerranée ? Laisser ces activités polluantes à la Chine ? Ou bien poser en amont la question du modèle industriel dévoreur de ces terres et de la santé des populations ?

Ces changements promis peuvent-ils s'inscrire sur du long terme ?

Le débat présent est centré sur l'organisation dans la panique d'une réponse sanitaire et bien sûr économique. C'est-à-dire sauver les meubles, car ils ont perdu des leviers. Les chaînes de production mondiales sont tellement imbriquées, que ce ne sont pas les discours martiaux de M. Le Maire qui vont permettre l'arrivée des pièces manquantes dans tel ou tel secteur.

Néanmoins, je crois que ce virus illustre la fin d'un monde. Toutes les promesses du néolibéralisme se sont cassé la figure. On arrive à l'étouffement du monde globalisé. Qui pourrait parler avec Alain Minc de « *mondialisation heureuse* » ? Et, surtout, le discours biologisant du néolibéralisme, avec pour maîtres mots l'adaptation, la mutation, la compétition, la sélection, et pour promesse majeure l'amélioration de la santé et de la vie, est par terre. Ce virus est aussi le symptôme d'une dévitalisation profonde dans tous les domaines, du travail aux milieux de vie. Il peut en rester cependant le renforcement d'une gestion biopolitique des populations, appuyée par les algorithmes, avec contrôles, confinements, tris, autorépression.

On parle de santé, d'écologie, d'économie, mais cette épidémie a-t-elle également une dimension sociale ?

Aux États-Unis, 28 millions de personnes n'ont aucune protection sociale. Ces personnes ne peuvent pas être remboursées des coûts du dépistage, qui peuvent osciller entre 2 000 et 4 000 dollars. Or si des personnes ne peuvent pas faire le test parce que c'est trop cher, ça renforce le risque de propagation du virus. C'est plus qu'une dimension sociale, ce sont des choix politiques et éthiques d'organisation des systèmes de santé.

En englobant tous ces aspects, le coronavirus peut-il permettre un déclic ?

J'étais à Toulouse dans la manifestation des femmes pour le 8 mars. Tonique et vitale. Le coronavirus était ironiquement présent. Une manière de déplacer les peurs et d'identifier les menaces.

(1) Les terres rares sont un groupe de métaux (scandium, yttrium, lanthanides), très utilisés dans de nombreuses industries, en particulier la téléphonie mobile, l'électroménager et les éoliennes.

Geneviève Azam Chercheuse à l'université Toulouse-Jean-Jaurès.